

La dérive totalitaire d'un pouvoir déjà en fin de course



De sources autorisées...

Selon le Monde et le Figaro, le ministère de l'Intérieur aurait émis un avis favorable à l'instauration d'interdictions administratives de manifester.

Si [Le Monde évoque des «pistes de réflexion»](#) suivies par la place Beauvau, [Le Figaro rapporte](#), selon des sources au sein du ministère, que le projet serait déjà bien avancé. Il viserait prioritairement des individus faisant déjà l'objet d'un signalement pour des faits de violence. Il s'agit d'une mesure, qui contraint les potentiels ''auteurs de trouble » à émarger dans un commissariat à l'heure du rassemblement auquel ils n'ont pas le droit de participer.

Des dispositions d'exceptions inscrites dans le droit commun

Jusqu'ici, un tel dispositif n'était permis que par l'article 5 de la loi relative à l'état d'urgence, qui autorise le préfet à «interdire la circulation des personnes ou des

véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté» ainsi qu'à «interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics».

Désormais, ces dispositions seront inscrites dans le droit commun.

Un système en fin de course qui se raidit dans le totalitarisme

Comme le communisme et exactement pour les mêmes raisons de fond, le libéralisme global va finir par s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions. En effet, les deux sont profondément matérialistes et contraires à la nature humaine, contraires aux lois naturelles. Pour s'imposer, ils sont obligés de tordre la nature et de tenter d'en venir à bout par la force brutale, par des méthodes totalitaires. On l'a vu avec le communisme, cela a une fin. Nous sommes en train de le voir avec le libéralisme global qui sans contre-pouvoir donne libre cours à la force pure pour finir de parachever la ruine des peuples et la marchandisation de la vie humaine. Pour lui, c'est désormais le début de la fin et il le sait.

L'invasion migratoire, dernière brutalité imposée aux peuples européens

Le système a besoin de croissance. Il va la trouver en finissant de livrer aux marchés les derniers pans du patrimoine commun, services publics, participations publiques, fonctions régaliennes, tout va y passer, MACRON n'est là que pour finaliser la grande braderie.

Il va surtout la trouver en faisant rentrer des millions d'envahisseurs qui ne produiront jamais rien car on n'a plus besoin de travailleurs. En revanche, les marchés ont besoin de ces consommateurs même insolvables. Leur consommation sera

financée par la suppression de notre protection sociale et par la dette qui sera in fine compensée sur le patrimoine financier et foncier de la classe moyenne de souche. Un immense transfert social est en train de se produire, la classe moyenne de souche va être ruinée pour que les nouveaux venus puissent consommer et fabriquer de la croissance et du profit.

L'invasion migratoire est imposée aux peuples européens contre leur gré pour satisfaire les marchés. Contrairement à ce que véhicule la propagande d'Etat, elle n'a aucune justification humanitaire. Les marchés provoquent des guerres dont ils nous demandent ensuite d'éponger les conséquences. La seule justification de ces guerres et de cette invasion est purement marchande et matérialiste au seul profit de l'oligarchie.

La légitime révolte des peuples

Les peuples ont fini par le comprendre. Cela se traduit par un rejet global des élites politiques et par un vote massif pour les partis dits populistes qui mettent en danger la perpétuation du régime. La nature humaine et les peuples commencent à se rebeller. Nos dirigeants en ont bien conscience. Nous n'en sommes qu'aux prémises d'un cycle opposition/répression. Plus le pouvoir va durcir sa politique de prédation à l'encontre de la classe moyenne de souche, plus la réaction sera dure, plus les rapports vont se tendre, plus le pouvoir en retour va réprimer et se crispier dans le totalitarisme.

Le cadenassage intégral de l'expression et du débat publics

C'est la raison pour laquelle le pouvoir cadenasait la presse, interdisant toute forme d'expression dissidente, brutalisant les militants et réprimant le plus durement possible toute contestation. Les journalistes et commentateurs dissidents sont condamnés au silence, ils sont évincés, la justice traque la moindre parole de vérité. Le parlement est verrouillé, le

parti La République En Marche, LREM, truste tous les pouvoirs, ses parlementaires sont ravalés au rang de godillots à peine capables d'ânonner leurs textes. Que le chef d'État Major des Armées puissent émettre un avis dissident, il est immédiatement humilié et poussé vers la sortie pour que cela serve de leçon à ceux qui seraient tentés de faire entendre une voix discordante. Nous sommes bien dans une dictature de moins en moins molle, de plus en plus dure.

Le plus grand laxisme pour les musulmans et pour les immigrationnistes

Tout est permis dans ce pays, il ne se passe pas un jour sans une attaque au poignard, sans qu'un véhicule fonce sur des gens, sans une attaque de représentants des forces de l'ordre. Des quartiers entiers sont aux mains des minorités ethniques qui y font régner leur loi. Il existe de vastes zones de non droit dans lesquelles l'Etat n'est plus représenté. Le centre des villes est envahi de campements sauvages d'envahisseurs. Les frontières sont grandes ouvertes. Les associations pro-migrants ont toute latitude avec le soutien de pouvoirs publics pour faire entrer, disséminer, protéger, faire squatter les migrants. Tout ce qui favorise l'invasion est protégé. Les islamistes sont vaguement traqués, toutes les lois existantes sont faites pour interdire toute action sérieuse à leur encontre. Tout ce qui s'y oppose est violemment réprimé.

...Et pour les groupes antisociaux menant une guérilla révolutionnaire

Antifas, no borders, zadistes, groupes islamo gauchistes, casseurs, Femen, mouvance anarchiste, extrême gauche trotskiste. Tous ces groupes sont protégés, encouragés, indirectement subventionnés par tout un réseau associatif qui agit sous fausse bannière. Le plus grand laxisme judiciaire leur est offert. Tout leur est permis sans jamais aucune sanction sérieuse ou dissuasive.

Plus grande répression à l'encontre des opposants

Le précédent, largement médiatisé du Général PIQUEMAL brutalement arrêté, humilié, quasiment dégradé en public, nous avait alertés. L'éviction sans ménagement du Général de VILLIERS pourtant au plus haut poste de la hiérarchie militaire finit de nous renseigner sur l'extrémisme de ce pouvoir sans plus aucune retenue.

C'était tout dernièrement Richard ROUDIER, opposant sans violence lors d'une action largement médiatisée sur les réseaux sociaux qui est violemment brutalisé par la police. Tout ce qui tente de s'opposer à l'invasion est brutalement réprimé, plus rien n'y échappera.

Pour finir, tout récemment, le député Gilbert COLLARD s'est vu retirer son immunité parlementaire pour avoir simplement montré la vérité.

Des évolutions législatives totalitaires

Plusieurs dispositions législatives récentes sont affolantes.

- **Décret** permettant la répression des provocations, diffamations et injures non publiques à caractère raciste, sexiste, homophobe ou handiphobe vient d'être renforcée par un décret publié au Journal officiel du 5 août 2017.
- **Avec une précision kafkaïenne portée par nota bene :**

''Est non publique, une provocation, diffamation ou injure prononcée par son auteur à sa victime sans qu'aucune tierce personne ne soit présente ou devant un cercle limité de personnes partageant les mêmes intérêts (professionnel, personnel, ...), que la victime soit présente ou non. » ([Bien relire, plusieurs fois si besoin.](#))

- **Dispositions d'exception prochainement placées dans la Loi de droit commun.**
- **Projet de placer l'interdiction de manifester dans le**

droit commun.

- **Visite domiciliaire sur simple décision administrative.**
- Etc. etc.**

Un pouvoir aux abois

La crispation autoritaire du pouvoir, la constitutionalisation prochaine des mesures d'exception de l'état d'urgence, la répression brutale des opposants, le cadenassage de la presse, tous ces éléments sont la marque d'un pouvoir qui perd les pédales. C'est certes pénible, mais c'est extrêmement bon signe. Cela veut dire que la vérité est en train d'émerger et que les manipulations médiatiques ne sont plus supportées par les gens qui commencent à se rebeller.

La crispation autoritaire est en train de se traduire par la mise en état de sidération du peuple de France. Tous les moyens sont bons pour nous fragiliser, nous affaiblir, nous rendre dépendants et incapables de réagir. Ainsi, la prochaine mise en place de véhicules radars équipés pour flasher dans tous les sens n'a d'autre fin que de nous placer en état de soumission courbés dans la crainte de la sanction imminente. D'autres mesures liberticides visant à nous sidérer vont être mises en place. Ce pouvoir est aux abois, il va durcir la répression le temps de piller le pays avant de disparaître après avoir organisé le chaos pour masquer sa responsabilité historique. Mais le peuple lui en laissera t-il le temps ?

Aucune opposition sérieuse au parlement

Il n'y a plus d'opposition de poids au parlement. Ce qui fut la droite classique trouve même que ces dispositions sont insuffisantes et qu'il faut aller plus loin.

Ce sont maintenant les organes de ré-information, les organisations militantes, les personnalités publiques dissidentes qui sont les seuls opposants sérieux au pouvoir en place. C'est l'honneur des opposants de faire entendre des voix fortes et de manifester par tous les moyens leur

opposition. Le peuple de France en déshérence cherche des repères ; les dissidents sont désormais les seuls à pouvoir lui en proposer. Le vide politique qui s'est fait devant ce pouvoir totalitaire, légitime notre existence et nos actions. Nous sommes des devanciers, les premières lucioles de vérité dans la nuit. D'autres vont s'allumer, le peuple de France doit entrer tout entier en dissidence s'il veut survivre.



Richard Roudier